

# Après les régionales, quel Front de gauche ?

La gauche a largement remporté les élections régionales de mars 2010. Certes, il faut tenir compte du fait que la caractéristique principale, et la plus inquiétante, du scrutin a été la très forte abstention, plus particulièrement mais pas seulement dans les zones populaires. Il reste qu'en additionnant les résultats des listes de gauche, que le ministère de l'Intérieur qualifie de manière diverse et parfois contestable, on trouve un total de plus de 54% (dont 46,40% pour les listes dites d'Union de la gauche, c'est-à-dire celles correspondant aux régions où socialistes, écologistes et gauche de la gauche ont fait liste commune au second tour). La droite dépasse à peine 35% et le Front national, certes présent seulement dans 17 régions, n'atteint pas 10%.

Les gagnants, ce sont d'abord le Parti socialiste et Europe-Écologie. La gauche de gauche, en faisant la somme des voix obtenues par les listes à gauche du Parti socialiste a obtenu 9,5% des voix.<sup>1</sup> Le

1. En additionnant les résultats des listes que le ministère de l'Intérieur classe sous les rubriques « Listes d'extrême gauche » et « Listes du Parti communiste et du Parti de gauche », ce qui comporte évidemment une part d'arbitraire. Par ailleurs, ces chiffres ne tiennent pas compte du fait que dans 5 régions (Bretagne, Basse-

LOUIS WEBER

tableau qui suit<sup>2</sup> recense les résultats de la gauche dans son ensemble, y compris Europe-Écologie, classés par ordre d'importance selon les régions. La colonne « Extrême gauche » regroupe en règle générale deux ou plusieurs listes (NPA, Lutte ouvrière), aucune d'entre elles n'obtenant individuellement les 5% nécessaires pour une éventuelle fusion au deuxième tour.

La comparaison avec 2004 est difficile, les communistes figurant alors sur des listes d'union avec les socialistes dans une quinzaine de régions. Dans le bilan qu'il fait des élections, le Conseil national du Parti de gauche fait état d'une progression de 7,5 à 9,5%<sup>3</sup>. Mais

Normandie, Bourgogne, Lorraine et Champagne-Ardenne), les fédérations concernées du Parti communiste avaient choisi de faire liste commune avec le Parti socialiste dès le premier tour. Ce qui a provoqué des configurations inédites, avec des membres du Parti communiste sur des listes en concurrence.

2. Élaboré par Roger Martelli et paru dans *Regards*, avril 2010, page 14. Reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'auteur.

3. *Après les élections...*, Résolution adoptée par la Conseil national du Parti de gauche (10-11 avril 2010). Disponible sur : <http://www>.

si on calcule la part de la gauche de la gauche dans le total des voix de gauche, on constate qu'elle est aujourd'hui voisine de 18%. Elle est en constante diminution depuis les premières élections régionales, passant de 25 à 18%, soit une chute de près du tiers<sup>4</sup>. Ce qui, malgré le gain apparent entre 2004 et 2010, s'est traduit par une diminution importante du nombre d'élus (97 pour le Front de gauche en 2010, auxquels il convient d'ajouter les 20 communistes élus sur les listes du Parti socialiste, alors que le Parti communiste en comptait seul 180 en 2004). Cette érosion représente, du fait des diverses conséquences, y compris en termes de ressources financières, un manque à gagner important pour un parti dont les ressources proviennent du reversement des indemnités d'élus pour plus de 50%<sup>5</sup>. Il faut rappeler à ce propos que les indemnités pour les conseillers régionaux sont relativement généreuses et dépassent largement le salaire moyen dans la plupart des régions<sup>6</sup>. Cela peut

expliquer les différences d'approche entre élus communistes et élus du Parti de gauche au moment de la constitution des exécutifs régionaux. En Île-de-France, ces divergences ont conduit à la constitution de deux groupes distincts pour les... 18 élus issus de la liste étiquetée Front de gauche au premier tour : le groupe « Front de Gauche et Alternatifs, ensemble pour une Région Île-de-France à Gauche, solidaire, écologique et citoyenne », avec 5 élus (les 4 élus du PG avec un élu Alternatifs) ; le groupe « Front de gauche, Parti communiste, Gauche unitaire et Alternative citoyenne et alternatifs » avec 13 élus (dont 2 vice-présidents, un président de commission et deux membres de la commission permanente). Pour les 4 élus du Parti de gauche, « cette décision résulte d'une approche divergente de la question des exécutifs. En accord avec le texte stratégique dit du 28 octobre qui a constitué la base du protocole national d'accord des listes "Ensemble pour des régions à gauche" présentées notamment par le Front de Gauche, nous avons voulu poser des conditions de contenu à une participation à l'exécutif. »<sup>7</sup> Les élus communistes auraient refusé de faire un préalable de ces conditions (des conditions sociales et écologiques pour les aides et subventions aux entreprises et aux villes ; un grand service public de la formation professionnelle rompant avec la logique des appels d'offre aux organismes privés ; la création d'un comité régional de planification écologique doté de moyens). La

lepartidegauche.fr/editos/actualites/2551-apres-les-elections.

4. On pourra voir à ce sujet : R. Martelli, Catherine Tricot, « Régionales. La vie à gauche va-t-elle changer ? », *Regards*, avril 2010. Le phénomène est aussi relevé par le Conseil national du Parti de gauche : « Cette bonne tenue n'a pas empêché une baisse du poids relatif du Front de gauche par rapport au PS et à Europe-Écologie, ce qui se traduit par une perte sèche du nombre des élus et un rapport de force limité dans les assemblées régionales ». (Résolution du Conseil national des 11 et 12 avril 2010).
5. Voir P. Lehingue, « Les déterminants matériels de l'activité politique. Ce que nous disent les comptes publics des partis », in B. Geay et L. Willemez, *Pour une gauche de gauche*, Éd. du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2008.
6. Ces indemnités dépendent de la population concernée. Dans les régions de plus de 3 millions d'habitants, ce qui est le cas de beaucoup de régions métropolitaines, l'indemnité de conseiller est de plus de 2600 euros bruts par mois, celle de vice-président ou de membre de la commission permanente de 3600 euros. Les 18 élus de la

liste du Front de gauche en Île de France ont obtenu deux vice-présidences et trois sièges à la commission permanente.

7. Déclaration d'Éric Coquerel, François Delapierre, Audrey Galland, Pascale Le Néouannic, conseillers régionaux du Parti de gauche en Île de France, 26 mars 2010.

version de Gabriel Massou, président du groupe où il y a les communistes, est sensiblement différente. Dans un message diffusé dès le lendemain de la déclaration des élus du PG il affirme que « L'idée avancée aujourd'hui par nos ami-e-es du Parti de Gauche selon laquelle la non-crédation d'un groupe commun serait due à des divergences sur la participation à l'exécutif régional n'est pas du tout fondée ». Pour lui, il s'agirait d'un problème de répartition des postes revenant au groupe (présidences de commission et autres responsabilités).

Si on examine les résultats à gauche de la gauche à l'aune de la volonté supposée ou réelle de se rassembler le verdict est clair. Avant les élections, le NPA a été généralement perçu comme le principal responsable de l'échec des listes communes<sup>8</sup>. Il a donné l'impression de multiplier les conditions d'un accord, le rendant irréalisable. Le verdict des urnes a été sans appel. Ce qui a précipité une crise interne au NPA, qui est loin d'être résorbée et que la tentative un peu dérisoire d'expliquer l'échec par la présence d'une jeune femme voilée sur les listes n'a pas ralenti, même si on peut penser que des voix ont été ainsi perdues, notamment chez les femmes.

Pour le Parti communiste probablement plus que pour le Parti de gauche, du fait du véritable traumatisme ressenti après les présidentielles de 2002 et 2007 qui ont vu Olivier Besancenot précéder les candidats communistes, le fait que le Front de gauche ait dépassé le largement le NPA a donc été une bonne nouvelle. Ce que Pierre Laurent, le coordinateur national du PCF, exprime ingénument

dans son rapport au Conseil national du 27 mars 2010 : « Pour compléter ce tableau, notons l'échec électoral et politique du NPA par rapport à ses objectifs fondateurs : dans aucune des régions où il s'est présenté, il ne dépasse les 5 % et son *leader*, Olivier Besancenot, n'a fait que 3 % en Île-de-France, là où certains le présentaient comme au coude à coude avec notre liste qui, elle, réalise 6,55 % »<sup>9</sup>. Il reste cependant prudent sur l'appréciation générale : « Mais nous ne réussissons pas encore à faire décoller cette dynamique politique [celle du Front de gauche] comme nous le souhaiterions. Nous ne cristallisons pour le moment qu'une partie très politisée de la société. De nombreux acteurs des mouvements sociaux ne se sont pas encore appropriés notre démarche ».

Mais cela n'a pas fait oublier l'étrangeté d'une stratégie électorale qui a embarqué les candidats communistes dans une bonne quinzaine de combinaisons différentes, y compris sur des listes en concurrence. Verra-t-on un jour un « canal historique » en compétition avec d'autres héritiers du grand parti populaire que fut le PCF ?

Ce qui permet de poser deux types de questions :

- Où va s'arrêter le phénomène de fragmentation et d'effritement dont la forme « molle » est l'absence de plus en plus visible d'un minimum de cohérence interne, et la forme plus « dure » le départ de nombreux militants, dont certains très en vue ?
- Quel est, dans ces conditions le futur du Front de gauche ?

8. Voir à propos de ces débats, L. Weber, « La gauche de gauche à l'épreuve des régionales », *Savoir/Agir*, n°11, mars 2010.

9. Voir : [http://www.pcf.fr/IMG/pdf/Rapport\\_CN\\_P\\_Laurent\\_27\\_03\\_10.pdf](http://www.pcf.fr/IMG/pdf/Rapport_CN_P_Laurent_27_03_10.pdf).

La fragmentation interne du Parti communiste est une réalité qui crève les yeux depuis quelques années. En témoigne par exemple l'existence de plusieurs sites représentant autant de courants, même si la culture dominante chez les militants communistes interdit d'une certaine façon de nommer la chose ainsi. Mais jusqu'ici, même les militants les plus distants ont travaillé « un pied dedans, un pied dehors, pensant qu'on pouvait encore transformer ce parti de l'intérieur », pour reprendre ce que dit Patrick Braouezec<sup>10</sup>, qui a en quelque sorte sifflé la fin de la partie au nom du courant « rénovateur » qu'il incarne avec d'autres. Cette fois, il ne s'agit plus de départs individuels, le plus souvent mais pas toujours sur la pointe des pieds, ou du choix individuel d'une organisation censée incarner davantage l'innovation politique<sup>11</sup>. C'est tout un courant, relativement organisé depuis des années, qui décide de quitter le Parti communiste. Pourquoi maintenant ? Il est clair que l'échec, imputé au Parti communiste, d'une candidature unique de la gauche de gauche à l'élection présidentielle a accru le malaise. Beaucoup de partenaires des rénovateurs s'attendaient à (espéraient) un départ dès le congrès de décembre 2008 du PCF. Mais, pour diverses raisons, la fronde n'alla pas alors au-delà d'une réunion des « rénovateurs », ouverte à

des militants extérieurs au PCF, à proximité immédiate du congrès lui-même (ce qui leur fut d'ailleurs vertement reproché). Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les débats autour des listes pour les régionales allaient faire déborder le vase. La direction du PCF n'a jamais voulu entendre parler de la candidature de Patrick Braouezec comme tête de liste en Île-de-France, seule façon pourtant, selon les rénovateurs, de renouer avec le processus, à l'époque très innovant, d'une liste où les communistes côtoyaient les militants associatifs d'Alternative citoyenne, la liste étant co-dirigée par Marie-George Buffet et Claire Villiers<sup>12</sup>.

Mais ce départ n'est pas le choix d'un parti pour un autre. Il traduit une critique beaucoup plus radicale, qui ne s'adresse pas seulement au parti communiste : pour Patrick Braouezec, « la forme "parti" est dépassée. On voit qu'une des qualités d'Europe-Écologie, c'est d'avoir transcendé cette forme politique traditionnelle. Quand vous avez plus de 50 % d'une population qui ne va pas voter, et cela d'une manière structurelle ; quand ces pourcentages d'abstention passent à 75 % pour les 18-30 ans ; quand on y ajoute entre 4 % et 5 % qui votent blanc... il y a, à l'évidence, une crise des formes d'organisation qui n'ont plus rien à voir avec le monde contemporain. Appartenant au PCF, je considère que la forme de mon parti est dépassée et morte. Mais c'est une question qui est posée à l'ensemble des partis. » Jacqueline Fraysse, députée et ancienne maire de Nanterre, a la dent encore plus dure. Pour elle<sup>13</sup>,

10. Entretien avec Silvia Zappi, « Pourquoi j'ai décidé de quitter le Parti communiste français. », *Le Monde*, 26 mars 2010.

11. On se permet de ranger dans cette catégorie le départ de Stéphane Gatignon, maire de Sevran, devenu conseiller régional Europe-Écologie, ou de Jacques Perreux qui, après avoir été directeur de campagne de José Bové, en concurrence avec la candidate du PCF, a continué à briguer des mandats électifs au sein du la Fédération du Val-de-Marne du PCF avant de rejoindre lui aussi les lites d'Europe-Écologie.

12. Cette liste a obtenu plus de 260000 voix et 7,20%, à comparer avec les 190000 voix et 6,55% du Front de gauche et de ses alliés en 2010, malgré l'apport du Parti de gauche.

13. Lettre de Jacqueline Fraysse du 2 avril 2010, diffusée sur les listes de l'Altergauche. Elle peut

« L'essentiel c'est qu'au fil de toutes ces années, malgré la mutation profonde de la société, malgré le constat de l'absence de débouché politique aux mouvements sociaux, malgré le recul de l'audience du PCF en adhérents comme en nombre d'élus à tous les niveaux, celui-ci n'a pas été en mesure de se remettre en cause réellement ni sur sa conception de la politique qui tend à déposséder les citoyens de leurs prérogatives, ni sur son mode d'organisation qui tend à subordonner les autres acteurs à ses propres décisions. » Pour elle, « la direction actuelle sourde aux alertes et aux débats, campée sur ses certitudes, se trompe d'enjeu en privilégiant le maintien de son appareil sur l'objectif qui devrait être le sien et qui justifie notre engagement à tous : aider aux rassemblements majoritaires pour remettre en cause, pas à pas, la société capitaliste. »

Mais pour Jacqueline Fraysse aussi, la critique ne s'arrête pas là. Pour elle, il y a eu « un petit espoir lors de la mise en place du Front de Gauche, même si, dès le départ, nous avons avec Patrick Jarry [qui lui a succédé à la mairie de Nanterre] et d'autres attiré l'attention sur son caractère réducteur et étroit.[...] Malheureusement, la suite a montré que nos craintes liées à l'étroitesse de la conception de départ du Front de Gauche, éloignée de la base et réduite à un tête à tête entre deux formations politiques, ne pouvait pas créer la dynamique indispensable face à l'ampleur des ambitions nécessaires. »

Ces critiques sur la stratégie politique et les formes mêmes de l'organisation se doublent (et se nourrissent) d'une mise en cause radicale du fonctionnement actuel du PCF. Quatorze membres, qui

figuraient sur la « liste alternative » qui avait été une des « innovations » du dernier congrès, ont ainsi décidé de quitter le Conseil national à partir d'une mise en cause directe des principaux responsables, dont la secrétaire nationale : « Le Collège exécutif et le Conseil national ne sont pas des vrais lieux de décision ; le parti est dirigé par un groupe restreint non statutaire, qui s'affranchit de toute règle, notamment celle de la parité (la coordination nationale compte 8 hommes sur 9 membres). Ils accaparent le pouvoir, motivés d'abord par le maintien de l'appareil. [...] La vie du Conseil national est atone. Les ordres du jour sont le plus souvent déconnectés des enjeux du pays [...] La secrétaire nationale bénéficie d'un temps de parole sans limites ; l'ordre des prises de paroles est à la discrétion de la présidence ; les interventions de ses membres n'ont aucun impact sur les résolutions... »<sup>14</sup>

Tout cela ne devrait pas conduire à la création d'un nouveau parti, d'autant moins bien sûr que cette forme même est récusée. Patrick Braouezec exclut explicitement de créer une nouvelle organisation, « une de plus ». Les rénovateurs sont en effet déjà membres de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), qui a été jusqu'ici leur « pied dehors ». Ils ont contribué à la créer, avec notamment les Alternatifs, Alter Ekolo et ce qui restait des collectifs unitaires à l'époque où le NPA et le Parti de gauche apparaissaient comme les nouveaux pôles d'attraction à gauche de la gauche<sup>15</sup>. Pour P. Braouezec, « C'est une forme d'association politique qu'il

être consultée, entre autres sources, sur le site du... Parti de gauche Midi-Pyrénées : <http://www.prs12.com/spip.php?article12834>.

14. Déclaration : *Nous démissionnons du conseil national du PCF*, 9 avril 2010. Signée par 14 membres dont Patrick Braouezec.

15. Voir L. Weber, « Recompositions à gauche de la gauche », *Savoir/Agir* n°6, décembre 2008.

faut faire évoluer. Nous allons nous y investir pour mieux la structurer, la rendre efficace et lisible afin d'être plus présents dans les moments électoraux comme dans les luttes sociales. On veut être un lieu charnière entre tous ceux qui veulent que les choses changent, indépendamment des jeux d'appareils<sup>16</sup>. » Il s'agit donc clairement d'introduire de la modernité dans la gauche de la gauche, un peu à l'image mais avec un contenu différent – « en lien avec le mouvement social et les quartiers populaires qui désespèrent de tout » – de la « coopérative » annoncée à peu près à la même époque par Daniel Cohn-Bendit<sup>17</sup> ou des projets des Verts, pour qui il existe la volonté « de construire un mouvement commun » car les formes des partis traditionnels « sont un peu usées »<sup>18</sup>.

### Et le Parti de gauche ?

Pour le PG, « le Front de gauche doit trouver un nouveau souffle ». La condition pour dépasser « les tensions récurrentes entre les partenaires » est de ne pas « rester polarisés autour des échéances électorales. » Ce qui confirme les difficultés liées à la constitution des listes et, surtout, au choix des candidats en position éligible. Mais, dans la suite de ce qui avait déjà pu être noté auparavant, le PG privilégie ce qui marche : il préfère retenir, par exemple, « le vote majoritaire des fédérations du PCF [en faveur des listes communes Front de gauche] » et même...

« la conversion de certains “identitaires”<sup>19</sup> par rapport à leur point de vue lors des européennes ». Mais le PG tire aussi des leçons de ces tensions : si à l'origine il insistait beaucoup sur l'axe stratégique que constituait le lien avec le Parti communiste (avec qui Jean-Luc Mélenchon avait un temps envisagé de créer un parti commun), la préférence va aujourd'hui à « l'élargissement du Front de gauche à d'autres organisations ». « Au premier chef, il faut inviter les parties prenantes de la campagne des régionales à y entrer. C'est un premier pas nécessaire, mais il n'est ni facile, ni assuré. Au niveau national, pour d'autres organisations et courants, notamment pour les partenaires des listes “Ensemble” (Alternatifs, FASE, MPEP, R&S, PCOF, Alternative citoyenne, groupes locaux... sans parler du NPA), le Front de Gauche tel qu'il est aujourd'hui et tel qu'il fonctionne est certes le seul cadre d'union à gauche mais il est insuffisamment attractif. Il ne sera pas évident de convaincre certaines organisations et courants de se rallier à une construction déjà existante, toutefois il serait hasardeux de “changer de nom” au risque de perdre de la lisibilité : les régionales l'ont montré très concrètement. » À ces préoccupations, le texte ajoute « la volonté de renforcer la visibilité du Front de Gauche comme répondant politique des luttes. [...] Nous devons ensuite nouer un rapport de coopération fructueuse avec les organisations (syndicats, associations) et collectifs qui le structurent

16. Entretien avec Silvia Zappi, *op.cit.*

17. « Inventons ensemble une Coopérative politique. » « Changer la politique pour changer de politique », le leader vert lance un « appel du 22 mars » pour créer un mouvement nouveau qui transcenderait Europe Écologie. *Libération*, 22 mars 2010.

18. Cécile Duflot, *Le Monde*, 9-10 mai 2010.

19. Attachés à l'identité du Parti communiste donc rétifs devant toute idée de le fondre dans un ensemble plus large. Au moment où le Conseil national du PG adoptait cette résolution, les rédacteurs du texte ne pouvaient pas savoir que ces « identitaires » allaient utiliser la perte de la moitié des sièges du PCF pour contester radicalement la stratégie suivie.



[le mouvement social] – dans le respect de leur indépendance et des missions respectives de chacun – particulièrement dans l'élaboration de propositions de politiques alternatives. Il faut combler le fossé entre mouvement social et partis politiques de gauche ».

Dans une « adresse pour un rassemblement de l'autre gauche au service de la transformation sociale et écologique », adoptée elle aussi le 12 avril, le PG précise encore davantage : « Nous avons créé le Parti de gauche comme outil pour réaliser cette union [celle d'une autre gauche autonome et rassemblée]. Nous mettons cet outil en partage avec tous ceux qui veulent agir comme nous pour l'écologie, le socialisme, la République. Notre horizon n'est plus seulement notre propre développement mais la naissance d'une force politique nouvelle de rassemblement ». Ce qui est l'exact opposé de la position des « identitaires » du PCF. Et qui explique que dans l'état actuel des choses il y a fort peu de chances pour que le premier terme du triptyque proposé par le PG - « Pour l'unité de l'autre gauche et son autonomie dans toutes les échéances électorales, cantonales de 2011, présidentielle et législatives de 2010, comme dans les luttes » – soit accepté par le PCF.

Rien n'indique que cette forme d'altérité (le Front de gauche avant le PG, pour le dire vite) est partagé par le Parti communiste. L'avenir dira jusqu'où le Parti communiste acceptera d'accompagner l'aventure du Front de gauche. Il y a à cela en effet deux obstacles, qui ne sont évidemment pas insurmontables. Le premier, ce sont les relations avec le PS. Pour le PG, à cause de sa jeune histoire, l'autonomie par rapport au PS est tout naturellement, pour le coup, une question d'identité. Pour le PCF, tout

dépendra de l'intérêt, notamment électoral, qu'il y trouvera. C'est bien ainsi qu'ont raisonné les fédérations du PCF des cinq régions où il y a eu liste commune avec les socialistes dès le premier tour. Sans négliger totalement les questions d'orientation, on peut cependant penser que la question a aussi été posée en termes de : « avoir des élus ou pas ». La question est aussi politique : pour le PCF, « l'ambition politique est clairement la constitution de majorités politiques de gauche autour de projets réellement transformateurs. [...] Nous savons l'existence d'une telle ambition, mais nous ne voulons pas jouer à la marge, tandis que des recompositions entre le PS et Europe Écologie ou d'autres recompositions occuperaient tout l'espace »<sup>20</sup>. Le deuxième obstacle possible, c'est l'échéance de 2012. Il est déjà acquis que la bataille interne tournera autour de la question d'une candidature du PCF. Elle opposera certainement ceux qui voudraient, comme en 2007, un-e candidat-e communiste proposé-e au Front de gauche et faisant campagne en son nom, à ceux qui pensent que la solution aux déboires électoraux du PCF est une candidature PCF clairement affirmée. La première hypothèse est très probablement hors de portée : on voit mal en effet quel-le candidat-e communiste pourrait rallier toutes les sensibilités pouvant se reconnaître dans un Front de gauche *relooké*. Jean-Luc Mélenchon, en revanche, pense sans doute, non sans raison, avoir un meilleur profil pour cela et le fait dire. Ce à quoi le PCF répond indirectement : il veut « Déjouer le piège du présidentielisme. [...] Bien entendu, il convient de préparer cette échéance essentielle, mais

20. Pierre Laurent, Rapport au Conseil national, 27 mars 2010, *op.cit.*

rien n'oblige à le faire en se coulant dans le moule dominant.[...] L'heure n'est pas à la désignation d'une candidature, mais à l'initiative pour faire grandir une exigence de projet véritable. »

Sans doute faudra-t-il se résoudre, malheureusement, à lire la suite de l'histoire du Front de gauche et donc de la gauche de la gauche de plus en plus à travers ce prisme-là ! ■

Front de gauche		Europe-écologie		Extrême-gauche		Parti socialiste	
Auvergne	14,2	Rhone-Alpes	17,8	Basse-Normandie	6,4	Midi-Pyrenees	40,9
Limousin	13,1	Ile-De-France	16,6	Bourgogne	5,9	Poitou-Charentes	39,0
Nord-Pas-De-Calais	10,8	Alsace	15,6	Auvergne	5,4	Limousin	38,1
Corse	10	Pays-De-Loire	13,6	Nord-Pas-De-Calais	4,4	Aquitaine	37,6
Languedoc-Roussillon	8,6	Midi-Pyrenees	13,5	Franche-Comte	4,4	Bretagne	37,2
Haute-Normandie	8,4	Bretagne	12,2	Picardie	4,3	Bourgogne	36,3
Centre	7,5	Basse-Normandie	12	Bretagne	4	Haute-Normandie	34,9
Midi-Pyrenees	6,9	Poitou-Charentes	11,9	Rhone-Alpes	3,9	Pays-De-Loire	34,4
Ile-De-France	6,5	Centre	11,7	Ile-De-France	3,8	Lorraine	34,4
Rhone-Alpes	6,3	Paca	10,9	Midi-Pyrenees	3,7	Basse-Normandie	32,6
Paca	6,1	Auvergne	10,7	Centre	3,7	Champagne-Ardenne	31
Aquitaine	6	Nord-Pas-De-Calais	10,3	Haute-Normandie	3,6	Franche-Comte	29,9
Picardie	5,3	Picardie	10	Lorraine	3,5	Nord-Pas-De-Calais	29,2
Pays-De-Loire	5	Bourgogne	9,8	Aquitaine	3,3	Centre	28,2
Poitou-Charentes	4,7	Aquitaine	9,7	Poitou-Charentes	2,9	Auvergne	28
Franche-Comte	4,1	Limousin	9,7	Paca	2,7	Picardie	26,6
Bretagne	3,5	Franche-Comte	9,4	Alsace	2,5	Paca	25,8
Alsace	1,9	Lorraine	9,2	Champagne-Ardenne	1,6	Rhone-Alpes	25,4
Champagne-Ardenne		Haute-Normandie	9,1	Pays-De-Loire	1,6	Ile-De-France	25,3
Basse-Normandie		Languedoc-Roussillon	9,1	Limousin	1,6	Alsace	19
Bourgogne		Champagne-Ardenne	8,5	Languedoc-Roussillon	0,6	Languedoc-Roussillon	7,7
Lorraine		Corse	0	Corse	0	Corse	0
France Metropolitaine	6	France Metropolitaine	12,5	France Metropolitaine	3,5	France Metropolitaine	29,4